

Les défis de la gestion de l'eau au coeur des politiques publiques



ÉVÈNEMENTS

PUBLIÉE LE 29/01/2026

Saisines liées :

[EAU POTABLE : DES ENJEUX QUI DÉPASSENT LA TARIFICATION PROGRESSIVE](#)

[COMMENT FAVORISER UNE GESTION DURABLE DE L'EAU \(QUANTITÉ, QUALITÉ, PARTAGE\) EN FRANCE FACE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES](#)

[CONSOMMATION DURABLE : FAVORISER UNE ÉCONOMIE DE LA SOBRIÉTÉ POUR PASSER DE LA PRISE DE CONSCIENCE AUX ACTES](#)

Formation de travail liée : [COMMISSION ENVIRONNEMENT](#)

"Panorama sur l'eau", les préconisations de la société civile face à la raréfaction de l'eau

Dans la continuité du grand discours national annoncé par le Premier ministre en 2024, le CESE (Conseil économique social et environnemental), les [CESER](#) (Conseil économiques social et environnemental régional), les [CODEV](#) (Conseil de développement), et l'[ANPP - Territoires de projet](#) (Association Nationale des Pôles territoriaux et des Pays) se sont mobilisés le 9 décembre 2024 afin d'établir une vision structurée des enjeux liées à l'eau à travers "le panorama de la société organisée" un outil nécessaire au futur traitement du sujet. Ces travaux ont souligné la nécessité que le Gouvernement structure les politiques publiques associées, en les abordant par un prisme régional de la métropole aux Outre-mer.

Découvrir le panorama de la société civile sur l'eau

Face aux effets du changement climatique, aux usages liés aux activités humaines et à notre consommation quotidienne, l'eau se raréfie. Le CESE, les CESER, les CODEV et l'ANPP - Territoires de projet se sont associés pour mener ensemble une réflexion commune sur les politiques publiques liées à l'eau.

Ainsi, les témoignages recueillis au cœur des territoires sont unanimes : l'eau ne doit plus être considérée comme un simple facteur de nos activités, mais comme une ressource garante de leur pérennité, devant être placée au cœur des politiques publiques. Il est nécessaire de penser celles-ci selon des spécificités territoriales. Ainsi, il ne convient pas, par exemple, de fixer un prix unique de l'eau en Outre-mer mais plutôt de penser des outils et des mesures hybrides comme une tarification sociale et progressive de l'eau qui s'adapterait aux foyers les plus démunies et aux entreprises qui en consomment le plus.

L'eau, une ressource vitale au cœur des enjeux territoriaux

Ce travail commun apporte un éclairage sur des problématiques locales ou nationales ainsi que la possibilité d'anticiper un futur proche où la gestion de l'eau sera un défi quotidien.

Il permet de centraliser les travaux produits par les différentes institutions régionales et nationales sur la question de l'eau. Cette démarche a mis en lumière une problématique commune à tous les territoires, celle de la gestion de l'eau, qui se décline toutefois selon des réalités diverses et à des degrés variables. Par exemple, si l'accessibilité à l'eau constitue un enjeu majeur dans les territoires ultramarins, notamment à Mayotte, en métropole, la question de l'eau est davantage abordée sous l'angle de la présence de polluants éternels (PFAS).

1/4 de la population en Guadeloupe et 1/3 de la population à Mayotte n'a pas accès tous les jours à l'eau courante

Découvrir le panorama de la société civile sur l'eau

[Panorama de la société civile sur l'eau](#)